



BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



Indicateur de conjoncture

Avril 2016

Table des matières

I. INTRODUCTION	1
II. PRODUCTION	1
Café.....	1
Thé.....	2
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	2
IV. FINANCES PUBLIQUES.....	2
Recettes.....	2
Dépenses	3
Dettes publiques.....	3
-Dette intérieure.....	3
-Dette extérieure.....	3
V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES	4
Base monétaire	4
Masse monétaire.....	4
Contreparties.....	5
Exportations.	5
Importations.....	6
VII. TAUX DE CHANGE.....	6
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE	7
Principaux emplois	7
Principales ressources	7
IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE	7
Capitalisation.....	7
L'INTERMEDIATION BANCAIRE ET QUALITE DU PORTEFEUILLE CREDIT	8
Rentabilité	8
Liquidité.....	8
ANNEXE1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS	9
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEUR D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en millions de BIF)	10
ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS	11

I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l'évolution, à fin avril 2016, du secteur réel et des prix, des finances publiques, du commerce extérieur et du taux de change, de la masse monétaire et ses contreparties ainsi des indicateurs d'activité du secteur bancaire.

En glissement annuel, le secteur réel a été caractérisé par l'amélioration de la production industrielle et du thé ainsi qu'une faible augmentation des prix.

Le déficit des finances publiques s'est amélioré par rapport à celui de la même période de l'exercice précédent, suite à la diminution plus importante des dépenses que celle des recettes.

Le secteur monétaire a été caractérisé par une diminution de la masse monétaire, alors que la croissance de la base monétaire s'est accélérée.

Le déficit de la balance commerciale s'est réduit par rapport à celui de l'exercice précédent, sous l'effet conjugué de la diminution des importations et de l'augmentation des exportations. Le Franc Burundi s'est déprécié par rapport au dollar américain.

L'activité du secteur bancaire a été marquée par une augmentation du total du bilan et un respect des limites réglementaires des principaux indicateurs de solidité financière. Toutefois, le portefeuille crédit s'est davantage détérioré et le taux de transformation des dépôts en crédit a baissé.

II. PRODUCTION

Au mois d'avril 2016, le secteur réel a enregistré une baisse de la production industrielle et de la récolte du thé. En glissement annuel, le secteur a été caractérisé par l'amélioration de la production industrielle et l'accroissement de la production cumulée du thé.

Indice de la production industrielle

Au cours du mois d'avril 2016, la production industrielle a baissé par rapport à celle du mois précédent. En effet, l'indice de la production industrielle a fléchi de 7,6 p.c., revenant de 122,8 à 113,4, en liaison essentiellement avec la diminution de la production de boissons de la BRARUDI (-5,1p.c.) et de cigarettes (-13,4p.c.).

Par contre, en glissement annuel, l'indice a légèrement augmenté (+1,1 p.c.), en rapport principalement avec l'augmentation de la production de cigarettes (+27,4 p.c.) et de savons (+10,4 p.c.) qui a légèrement contrebalancé la diminution de la production des autres produits.

Café

Le mois d'avril 2016 n'a pas enregistré d'apports de café en parche, en raison de la clôture de la campagne 2015/2016 et ceux de la campagne 2016/2017 n'ont pas encore commencé.

Le volume prévu de café parche de la campagne 2016/2017 s'élèverait à 23.364 contre 22.009 T la campagne 2015/2016, soit une hausse de 6,2 p.c.

Thé

La récolte de thé en feuilles vertes du mois d'avril 2016 a baissé de 8,0 p.c. par rapport au mois précédent, revenant de 7.328 à 6.743,8 T. Par contre, la production cumulée s'est accrue de 22,6 p.c. en glissement annuel, passant de 21.848 à 26.777 T.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

L'indice général des prix à la consommation du mois d'avril 2016 s'est accru de 2,7 p.c., s'établissant à 112,1 contre 109,2 à la même période de l'année précédente. Cette inflation est consécutive à la hausse des prix des produits alimentaires (+2.4 p.c.) et non alimentaires (+2,8 p.c.).

L'inflation alimentaire est due à la hausse des prix des produits des sous divisions suivantes : « Pains et céréales » (+3,3 p.c.), « Viande » (+7,2 p.c.), « Lait, fromage et œufs »(+6,8 p.c.), « Légumes» (+0,6 p.c.), « Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie » (+5,8), « Produits alimentaires non définies ailleurs» (+13,1 p.c.) et « Café, thé, cacao » (+13,2 p.c.) En revanche, les prix des articles des sous divisions « Huiles et graisses » (-4,4 p.c.), « Poisson » (-0,3 p.c.), « Fruits) (-11,3 p.c.) et « Eaux minérales, boissons gazeuses, jus de fruits et de légumes » (-2.1 p.c.) ont baissé.

L'inflation non alimentaire a trouvé son origine dans la hausse des prix des divisions suivantes : « Boissons alcoolisées et tabac » (+7,3 p.c.), « Articles d'habillement et articles chaussant» (+7,7 p.c.), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+1,1 p.c.) « Ameublement, équipement ménager, et entretien courant de la maison » (+5,3p.c.), « Santé » (+7,7p.c.), « Enseignement et

éducation » (+1,9p.c.), « Hôtellerie, café et restauration » (+2,3p.c.), «Transport » (+0,8p.c.), « Communication » (+0,3 p.c.), et « Autres biens et services » (+3,9 p.c.).

Indice des prix à la consommation (base décembre 2013=100)

	av-15	av-16	inflation
1. Alimentation	108,0	110,6	2,4
2. Hors alimentation	110,2	113,3	2,8
- Boissons alcoolisées et Tabac	98,9	106,1	7,3
- Articles d'habillement et articles chaussants	115,3	124,2	7,7
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	113,2	114,4	1,1
- Ameublement, équipement ménager, et entretien courant de la maison	111,3	117,2	5,3
- Santé	109,8	118,2	7,7
- Transport	101,5	102,3	0,8
- Communications	118,4	118,8	0,3
- Loisirs et culture	106,2	106,2	0,0
- Enseignement, éducation	103,0	105,0	1,9
- Hôtellerie, café et restauration	111,9	114,5	2,3
- Autres biens et services	109,9	114,2	3,9
Indice général	109,2	112,1	2,7

Source : ISTEERBU.

Par rapport au mois précédent, l'indice des prix à la consommation s'est accru de 1,3 p.c., suite à la progression des prix du secteur alimentaire (+2,3 p.c.) et non alimentaires (+0,2 p.c.).

IV. FINANCES PUBLIQUES

Par rapport à la période correspondante de 2015, les dépenses publiques ont enregistré une diminution plus élevée que celle des recettes. La dette publique s'est accrue, en particulier celle en rapport avec les bons et obligations du Trésor et les avances de la Banque Centrale.

Recettes

Le cumul des recettes publiques à fin avril 2016 a baissé de 2,9 p.c. par rapport à la période correspondante de 2015, revenant de 206.588,7 à 200.527,5 MBIF. Cette diminution a

concerné les recettes fiscales (-5.943,6 MBIF) et exceptionnelles (-1.705,9 MBIF), les recettes non fiscales ayant progressé (+1.588,3 MBIF).

Par rapport au mois précédent, les recettes publiques du mois d'avril 2016 ont connu une régression (-7.871,2 MBIF), revenant de 58.603,8 à 50.732,6 MBIF, en rapport avec la baisse des recettes fiscales (-8.386,0 MBIF), les recettes non fiscales ayant légèrement augmenté (+514,8 MBIF).

Dépenses

Le cumul des dépenses engagées à fin avril 2016 a baissé de 10,9 p.c., s'établissant à 319.638,1 contre 358.606,7 MBIF à la même période de l'année précédente.

Les dépenses de personnel cumulées se sont fixées à 108.279,3 contre 103.403,1 MBIF à la fin de la période correspondante de 2015.

Dettes publiques

D'un mois à l'autre, l'encours de la dette publique a augmenté de 1,9 p.c., suite à l'augmentation, à la fois, de la dette intérieure (+2,7 p.c.) et de la dette extérieure (+0,8 p.c.).

De même, l'encours de la dette publique a progressé de 34,4 p.c. en glissement annuel, se fixant à 1.845.280,3 MBIF contre 1.373.416,2 MBIF. Cette augmentation a porté, à la fois, sur dette intérieure (+54,4 p.c.) et la dette extérieure (+11,4 p.c.).

- Dette intérieure

D'un mois à l'autre, le stock de la dette intérieure a augmenté de 29.370,3 MBIF, passant de 1.102.799,1 à 1.132.169,4 MBIF, suite à l'accroissement de l'endettement de l'Etat envers le secteur bancaire (+31.102,1 MBIF) qui a contrebalancé la diminution de l'engagement de l'Etat envers le secteur non bancaire (-1.731,8 MBIF).

En glissement annuel, la dette publique intérieure à fin avril 2016 a progressé de 398.769,7 MBIF (54,4p.c.), passant de 733.399,7 à 1.132.169,4 MBIF, en liaison avec l'augmentation de l'endettement de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire (+371.730,4 MBIF) et non bancaire (+27.039,3 MBIF).

La progression de la dette envers le secteur bancaire a porté sur les engagements de l'Etat envers la Banque Centrale (+199.520,3 MBIF), les banques commerciales (+169.543,9 MBIF) et les CCP (+2.666,2 MBIF).

- Dette extérieure

Par rapport au mois précédent, l'encours de la dette publique extérieure a augmenté de 5.671,9 MBIF en Avril 2016, passant de 707.439,0 à 713.110,9 MBIF, suite aux nouveaux tirages (307,3 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (5.364,6 MBIF).

En glissement annuel, l'encours de la dette publique extérieure s'est accru de 73.094,5 MBIF. Cette augmentation est liée aux nouveaux tirages (31.199,5 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (47.178,1 MBIF) qui ont largement contrebalancé le paiement du principal (5.283,1 MBIF).

Exprimé en dollar américain, le stock de la dette extérieure à fin avril 2016 a augmenté de 23,4 MUSD, passant de 411,2 à 434,6 MUSD.

V. BASE MONÉTAIRE, MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, la croissance de la base monétaire s'est ralentie, passant de 4,4 p.c. à fin avril 2015 à 9,2 p.c. à fin avril 2016. Par contre, la masse monétaire a baissé de 0,2 p.c., suite à la forte régression des avoirs extérieurs nets (-214,3 p.c.) qui a été plus importante que l'augmentation du crédit intérieur (30,2 p.c.).

Base monétaire

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 29.325,3 MBIF à fin avril 2016, passant de 320.419,2 à 349.744,5 MBIF. Cette expansion a porté sur les dépôts des banques commerciales (+39.875,3 MBIF) et des établissements financiers (+525,7 MBIF). En revanche, les dépôts des établissements de micro finances (-1.758,5 MBIF), des sociétés à participation publique (-1.537,8 MBIF) et les billets et pièces en circulation (-7.810,8 MBIF) se sont inscrits en baisse.

Masse monétaire

Revenant de 1.045.532,5 MBIF en avril 2015 à 1.043.237,0 MBIF en avril 2016, la masse monétaire M3 s'est faiblement contractée (-2.295,5 MBIF, soit -0,2 p.c.) Cette faible diminution est en liaison avec la baisse des dépôts en devises des résidents (-33.211,2 MBIF) qui a légèrement contrebalancé l'expansion de l'agrégat monétaire M2 (+30.915,7 MBIF).

La progression de la masse monétaire M2 a concerné, à la fois, les disponibilités monétaires (+5.645,2 MBIF) et les dépôts à terme et d'épargne (+25.270,5 MBIF). L'augmentation de l'agrégat M1 a trouvé son origine dans la progression des dépôts à vue (+15.363,6 MBIF) qui a contrebalancé la baisse de la circulation fiduciaire hors banques (-9.718,4 MBIF).

L'accroissement des dépôts à vue en BIF a porté sur les dépôts des entreprises privées (+49.833,1 MBIF) et, dans une moindre mesure, sur ceux des établissements financiers (+248,6 MBIF). Par contre, les dépôts des sociétés non financières publiques (-3.814,7 MBIF), des ménages (-9.496,1 MBIF), des administrations locales (-666,9 MBIF) et ceux regroupés dans les « autres comptes » (-20.740,4 MBIF) ont baissé

L'expansion des dépôts à terme et d'épargne en BIF a principalement résulté de l'augmentation des dépôts des entreprises privées (+17.286,6 MBIF), des placements des sociétés non financières publiques (+5.913,1 MBIF) et des établissements financiers (+8.346,3 MBIF). En revanche, les dépôts regroupés dans les autres comptes et ceux des particuliers ont respectivement diminué de 4.724,0 et 1.592,8 MBIF.

Les dépôts des résidents en devises ont reculé de 33.211,2 MBIF, suite à la diminution des dépôts regroupés dans les autres comptes (-32.343,4 MBIF) et des avoirs des particuliers (-22.620,7 MBIF). Pour leur part, les dépôts des sociétés non financières publiques et des entreprises

privées se sont respectivement accrus de 2.315,9 MBIF et 19.370,3 MBIF.

Contreparties

Par rapport à avril 2015, le crédit intérieur a sensiblement augmenté de 344.503,7 MBIF à fin avril 2016, soit 30,2 p.c., passant de 1.142.549,0 à 1.487.052,7 MBIF, en raison de la forte augmentation des créances nettes sur l'Etat (+389.205,4 MBIF) qui a contrebalancé la diminution des créances sur l'économie (-44.701,7 MBIF).

L'expansion des créances nettes sur l'Etat est principalement liée aux avances de la Banque Centrale (+199.520,3 MBIF) et aux bons et obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (+166.653,1 MBIF) ainsi qu'à la diminution des dépôts du secteur gouvernemental (-17.475,0 MBIF).

La diminution des créances sur l'économie a porté principalement sur crédits à moyen terme (-41.897,4 MBIF) et à court terme (-4.461,0 MBIF), les financements à long terme ayant augmenté (+9.358,3 MBIF).

Les avoirs extérieurs nets à fin avril 2016 ont sensiblement chuté de 214,3 p.c., revenant de 148.061,3 à -169.292,8 MBIF, en raison du gel des financements extérieurs par certains bailleurs de fonds ainsi que des interventions de la Banque sur le marché interbancaire des devises.

Exprimées en dollar américain, les réserves de change nettes ont également chuté de 208,3 p.c., revenant de 95,1 à -103,0 millions.

De même, les réserves de change officielles ont chuté, revenant de 285,97 MUSD à fin avril 2015 à 107,70 MUSD à fin avril 2016, soit une couverture de 1,6 mois d'importations de biens et service contre 3,7 mois une année plus tôt.

VI.COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges commerciaux (exportations et importations de biens) à fin avril 2016 ont diminué, revenant de 591.683,8 à 422.552,3 MBIF en raison du recul des importations (365.786,1 contre 540.867,6 MBIF), les exportations ayant augmenté (56.762,2 contre 50.816,2 MBIF). Il en a résulté une légère amélioration du déficit de la balance commerciale par rapport à celui de la même période de l'année précédente (-309.019,9 contre -490.051,4 MBIF).

Exportations.

A fin avril 2016, les exportations cumulées ont progressé de 11,7 p.c. en valeur et de 13,6 p.c. en volume.

En valeur, cette progression est liée, à la fois, à l'accroissement des exportations des produits primaires (+11,2 p.c.) et manufacturés (+12,6 p.c.). L'augmentation des exportations des produits primaires a uniquement concerné les exportations du café (16.895,9 contre 6.925,6 MBIF). La hausse des exportations des produits manufacturés a porté sur les bières (3.873,9 contre 3.114,2 MBIF), les cigarettes (3.776,2 contre 3.008,4 MBIF), la farine de blé (3.359,6 contre 2.915,4 MBIF) et les autres produits manufacturés (6.718,2 contre 6.284,0 MBIF).

En volume, l'accroissement des exportations a porté sur le café (4.351 contre 16.38T), les autres produits primaires (3.537 contre 2.972 T), les bières (4.941 contre 4.183T), les cigarettes (351 contre 293T) et la farine de blé (3.230 contre 2.476 T).

Comparativement au mois précédent, le niveau des exportations a chuté de 13,0 p.c., revenant de 11.811,1 à 10.284,9 MBIF.

Importations.

Comparé à la même période de 2015, les importations cumulées ont régressé de 32,4 p.c. en valeur et progressé de 8,8 p.c. en volume.

En valeur, la baisse des importations a porté sur la quasi-totalité des biens importés dont 7,0 p.c. pour les biens de production, 70,1 p.c. pour les biens d'équipement et de 8,4 p.c. pour les biens de consommation.

La baisse des importations des biens de production, a essentiellement concerné les produits pétroliers (94.759,4 contre 108.280,4 MBIF) et les biens destinés à la métallurgie (9.058,0 contre 16.253,7 MBIF), à la construction (11.647,9 contre 12.875,8 MBIF) et aux textiles (289,5 contre 1.082,6 MBIF).

S'agissant des biens d'équipement, la chute a porté sur les chaudières et les engins mécaniques (16.662,4 contre 76.776,1 MBIF), les pièces et outillages (7.064,4 contre 11.714,4 MBIF), le matériel électrique (17.812,8 contre 91.666,6 MBIF), les tracteurs, véhicules et engins de transport (17.612,3 contre 22.302,7 MBIF) et les autres biens

d'équipement (4942,8 contre 12.100,3 MBIF).

La baisse des importations des biens de consommation est expliquée par celle des biens durables, comme les textiles (10.637,0 contre 15.977,6 MBIF) et les véhicules (14.023,4 contre 15.891,9 MBIF), ainsi que les non durables notamment les produits pharmaceutiques (26.335,8 contre 37.318,7 MBIF).

En revanche, les importations en volume ont enregistré un accroissement de 8,8 p.c. Cette l'augmentation a porté sur les produits pétroliers (80.013 contre 75.484T), les biens de production destinés à l'agriculture et élevage (15.353 contre 9.394 T), à l'industrie agro-alimentaire (50.177 contre 29.761T) et aux combustibles solides (6.919 contre 1T).

Par rapport au mois précédent, la valeur des importations a augmenté de 0,2 p.c., passant de 90.304 à 90.462,7 MBF.

VII. TAUX DE CHANGE

Au mois d'avril 2016, le taux de change moyen du BIF s'est établi à 1.641,0 pour un dollar américain contre 1.556,3 au même mois de l'année précédente, soit une dépréciation de 5,4 p.c.

Par rapport au mois précédent, le BIF s'est déprécié de 0,4 p.c., face au dollar américain (1.641,0 contre 1.634,53 BIF/USD).

A fin de période, le taux de change du BIF s'est établi à 1.643,8 contre 1.556,7 BIF/USD à fin avril 2015, soit une dépréciation de 5,6 p.c.

En ce qui le concerne, le taux de change effectif nominal a enregistré une diminution de 5,7 p.c., s'établissant à 109,9 contre 116,5 au même mois de l'année précédente, suite à la dépréciation du franc Burundi vis-à-vis de la plupart des devises des pays partenaires.

Le taux de change effectif réel a, quant à lui, reculé de 5,2 p.c., revenant de 122,7 à 116,3, en liaison avec la progression des prix intérieurs moins rapide que celle des prix extérieurs.

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE

L'activité du secteur bancaire a été marquée par une augmentation des emplois et ressources.

Principaux emplois

A fin avril 2016, les emplois du secteur bancaire ont augmenté de 9,7 p.c., passant de 1.565.481,3 MBIF à fin avril 2015 à 1.718.018,4 MBIF à fin avril 2016.

En dépit de la croissance des emplois, les crédits bruts du secteur bancaire ont connu une diminution de 5,1 p.c., revenant de 851.894,0 MBIF à fin avril 2015 à 808.330,2 MBIF à fin avril 2016.

Les actifs liquides ont augmenté de 17,7 p.c., passant de 476.597,9 MBIF à 561.162,3 MBIF sur la même période. Contrairement à la baisse des crédits, les titres du Trésor et les autres actifs ont respectivement augmenté de 109 p.c. et de 47,1 p.c.

De fin avril 2015 à fin avril 2016, les titres du Trésor sont passés de 152.931,6 MBIF à 319.673,1 MBIF et les autres actifs de 236.989,4 MBIF à 348.525,9 MBIF.

La baisse des crédits au profit de l'augmentation des titres du Trésor témoigne une certaine préférence par le secteur bancaire d'investir dans les placements financiers au détriment du financement des crédits à l'économie.

Principales ressources

De fin avril 2015 à fin avril 2016, les dépôts de la clientèle ont connu une augmentation de 9,2 p.c., passant de 911.572,2 MBIF à 995.157,3 MBIF. Le marché interbancaire burundais a été plus dynamique se traduisant par une augmentation des emprunts interbancaires dans l'ordre de 47,3 p.c., passant de 98.601,9 MBIF à fin avril 2015 à 145.213,4 MBIF à fin avril 2016.

Malgré l'augmentation des dépôts et des emprunts interbancaires, le secteur bancaire a dû faire recours au refinancement auprès de la Banque Centrale pour faire face aux engagements. A cet égard, le refinancement auprès de la Banque Centrale a augmenté de 501,8 p.c., passant de 12.000,0 MBIF à 72.219,0 MBIF de fin avril 2015 à fin avril 2016.

IX. SOLIDITE FINANCIERE DU SECTEUR BANCAIRE

Les principaux indicateurs de la solidité financière se sont situés dans les limites réglementaires. Toutefois, la qualité du portefeuille crédits s'est davantage détériorée et le taux de transformation des dépôts en crédit a baissé.

Capitalisation

Le secteur bancaire est suffisamment capitalisé à fin avril 2016 et dispose des coussins de fonds propres pour faire face aux risques inhérents compte tenu du fait

que les limites réglementaires sont largement respectées. L'adéquation des fonds propres est supérieure à la norme minimale. Le ratio de solvabilité de base s'est établi à 20,6 p.c. contre une norme minimale de 10 p.c. et pour le ratio de solvabilité globale à 24,0 p.c. contre une norme minimale de 12 p.c. Le ratio de levier s'est fixé à 14,7 p.c. contre une limite minimale de 7 p.c.

L'INTERMEDIATION BANCAIRE ET QUALITE DU PORTEFEUILLE CREDIT

L'intermédiation bancaire a relativement baissé de fin avril 2015 à fin avril 2016. Le taux de transformation des dépôts en crédits a baissé, diminuant de 54,4 à 46,1 p.c. de fin avril 2015 à fin avril 2016.

Par rapport à fin avril 2015, la qualité du portefeuille crédits s'est davantage détériorée. Le taux de détérioration des crédits a augmenté, passant de 11,1 p.c. à fin avril 2015 à 18,4 p.c. à fin avril 2016. En effet, les créances impayées de l'ensemble du secteur ont augmenté de 82,6 p.c., passant de 104.698,5 MBIF à fin avril 2015 à 191.221,5 MBIF à fin avril 2016. Le taux de provisionnement a diminué, revenant de 83,1 à 79,5 p.c. de fin avril 2015 à fin avril 2016.

La concentration des crédits montre que l'exposition du secteur bancaire aux grands risques est faible et ne représente que 17,0 p.c. à fin avril 2016.

Rentabilité

La rentabilité du secteur bancaire s'est améliorée en dépit de l'augmentation des créances impayées. En effet, le résultat net a augmenté de 6,8 p.c., passant de 9.316,1 MBIF à fin avril 2015 à 9.952,9 MBIF à fin avril 2016. Les performances du secteur bancaire se sont relativement améliorées étant donné que le taux de rendement des actifs et le taux de rendement des fonds propres ont légèrement augmenté, passant respectivement de 0,8 à 1,0 p.c. et de 5,7 à 6,1 p.c. de fin avril 2015 à fin avril 2016.

Liquidité

Les coefficients de liquidité en BIF et en devises se sont établis au-dessus des normes avec des moyennes respectives de 41,6 p.c. et 113,7 p.c. contre une norme minimale de 20 p.c. Le rapport entre les ressources stables et les emplois immobilisés, quant à lui, s'est fixé à 141,1 p.c. contre une norme minimale de 60 p.c.

Le secteur bancaire fait face au risque de concentration des dépôts qui est relativement moyen, le total des dix gros dépôts banque par banque représentant 28,6 p.c. du total des dépôts à fin avril 2016.

ANNEXE1 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	2 015		2 016			
	Février	Mars	Avril	Février	Mars	Avril
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	101,8	112,5	118,7	97,8	122,8	113,4
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T)	18 450	18 450	18 450	22 009,0	22 009,0	22 009,0
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	10 322,4	16 098	21 848	12 705,0	20 033,2	26 777,0
4. Indice des prix à la consommation (déc.2013 = 100)	103,5	106,2	109,2	110,4	110,7	112,1
5. Taux d'inflation(en p.c)	1,2	4,7	7,5	6,7	4,2	2,7
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	101 872,2	169 905,9	206 588,7	91 191,1	149 794,9	200 527,5
1.1. Recettes fiscales (cumul)	93 330,1	156 165,5	190 407,3	84 342,5	138 596,1	184 463,7
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	6 926,6	12 124,9	14 475,5	6 848,6	11 198,8	16 063,8
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	1 615,5	1 615,5	1 705,9	0,0	0,0	0,0
2. Dépenses cumulées	198 059,1	282 379,6	358 606,7	127344,5	225044,1	254 016,3
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	52 205,6	84 192,5	103 403,1	55 800,0	80 400,0	108 279,3
3. Dette publique (en MBIF)	1 390 595,5	1 338 646,2	1 373 416,2	1 759 835,0	1 827 909,0	1 862 247,1
3.1. Encours dette intérieure	742 639,7	700 570,5	733 399,7	1 075 581,5	1 102 799,1	1 132 169,4
dont bons et obligations du Trésor	226 560,5	236 500,5	244 945,9	400 426,2	417 680,2	438 638,3
avance ordinaire BRB	72 202,7	23 590,1	54 107,7	260 394,9	273 246,0	278 026,1
3.2. Encours dette extérieure	647 955,8	638 075,7	640 016,5	684 253,5	725 109,9	730 077,7
3.3. Encours dette extérieure (en dollars américains)	416,8	410,2	411,2	420,0	443,6	444,9
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	167,5	794,2	1 069,8	343,5	897,1	1 520,4
dont amortissements	104,6	553,7	508,9	10,9	563,5	776,6
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	136,7	2 375,4	41,3	0,0	18 917,4	307,3
III. MONNAIE						
1. Base monétaire (en MBIF)	361 346,4	302 797,2	320419,2	333 847,9	323 262,0	349 744,5
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	1 023 727,0	994 153,2	1 045 532,5	1 054 567,5 (p)	1 023 567,0 (p)	1 043 237,0 (p)
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	868 151,7	844 087,5	888 134,5	917 428,0 (p)	903 846,8 (p)	919 050,2 (p)
3. Crédit intérieur (en MBIF)	1 136 053,9	1 092 249,3	1 142 549,0	1 461 486,3 (p)	1 451 438,2 (p)	1 487 052,7 (p)
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	396 896,9	346 004,9	380 705,1	731 695,4 (p)	726 504,3 (p)	769 910,5 (p)
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	152 635,3	160891	148061,3	-132 788,7	-161 023,8	-169 292,8
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité(MBIF)	-	-	10 000,0	43 964,8	71 850,0	72 200,0
7. Taux d'intérêt moyens pondérés (en p.c)						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	5,8	5,5	5,3	6,7	6,5	6,5
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	6,3	6,1	6,5	9,6	8,6	8,0
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	10,0	9,7	9,1	11,1	11,2	11,3
7.4. Reprise de liquidité	0,0	0,0	0,0	-	-	-
7.5. Apport de liquidité	0,0	0,0	7,9	3,6	3,3	3,3
7.6. Facilité de prêt marginal	8,2	8,0	8,2	9,2	9,2	9,7
7.7. Marché interbancaire	7,8	7,6	8,6	5,0	5,4	-
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	8,5	8,6	8,7	8,2	8,0	7,8
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	16,7	16,7	16,7	16,2	16,3	16,5
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Buja)	27600,8	39 797,7	50 816,2	34 670,3	48 037,7	56 766,2
dont Café Arabica	6 691,9	6 823,3	6 925,6	14 023,9	15 920,1	16 895,9
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	12 991	19 879	26 086	16 086	23 597	29 638
1.2. Prix moyen des contrats de vente de café Arabica fob DSL - US cts/lb	118,0	35,3	nd	nd	nd	nd
- BIF/Kg	4 003,1	1 202,7	nd	nd	nd	nd
1.3. Encaissements café (en MBIF)	4 838,3	10 701,8	19 329,4	8 286,7	11 655,2	18 018,8
2. Importations (cumul en MBIF)	304 374,7	443 946,9	540 867,6	185 019,0	275 323,4	365 786,1
dont produits pétroliers	57 578,3	84 047,0	108 280,4	45 604,4	74 807,9	94 759,4
2.1. Volume des importations (cumul en T)	136 569	201 908	261 919	145 769	218 667	284 933
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF (Déc2013 = 100)						
3.1.1. Nominal	112,1	116,3	116,5	113,6	113,0	109,9
3.1.2. Réel	113,2	119,7	122,7	119,4	118,2	116,3
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 555,0	1 560,0	1 556,7	1 631,8	1 637,5	1 643,8
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 554,4	1 555,6	1 556,3	1 629,1	1 634,5	1 641,0
(p) : Provisoire						
nd : Non disponible						
- : Données inexistantes.						

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEUR D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE
(en millions de BIF)

Rubriques	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	30/04/2015	30/04/2016	Variation en %	30/04/2015	30/04/2016	Variation en %	30/04/2015	30/04/2016	Variation en %
I. EMPLOIS	1 462 222,9	1 587 270,0	8,6	103 258,4	130 748,4	26,6	1 565 481,3	1 718 018,4	9,7
1. Principaux Emplois	1 233 502,4	1 271 205,5	3,1	94 989,5	98 287,0	3,5	1 328 491,9	1 369 492,5	3,1
A. Liquidité	470 071,0	556 248,2	18,3	6 526,9	4 914,1	-24,7	476 597,9	561 162,3	17,7
. Caisse	39 278,8	43 381,2	10,4	5,8	13,5	132,8	39 284,6	43 394,7	10,5
. B.R.B.	80 783,3	115 785,3	43,3	298,3	1 077,6	261,2	81 081,6	116 862,9	44,1
. Banques & Etablissements Financiers	197 077,3	77 408,6	-60,7	6 222,8	3 823,0	-38,6	203 300,1	81 231,6	-60,0
. Bons et Obligations du Trésor	152 931,6	319 673,1	109,0	-	-	-	152 931,6	319 673,1	109,0
B. Crédits	763 431,4	714 957,3	-6,3	88 462,6	93 372,9	5,6	851 894,0	808 330,2	-5,1
. Court terme	360 847,7	464 649,7	28,8	10 140,8	6 813,6	-32,8	370 988,5	471 463,3	27,1
. Moyen terme	216 082,7	174 938,2	-19,0	32 458,7	42 904,9	32,2	248 541,4	217 843,1	-12,4
. Long terme	89 918,9	75 369,4	-16,2	36 494,8	43 654,4	19,6	126 413,7	119 023,8	-5,8
. Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Autres crédits	1 187,9	-	-100,0	151,8	-	-	1 339,7	-	-100,0
dont : Impayés	95 394,2	149 949,2	57,2	9 304,3	41 272,3	343,6	104 698,5	191 221,5	82,6
2. Autres	228 720,5	316 064,5	38,2	8 268,9	32 461,4	292,6	236 989,4	348 525,9	47,1
II. RESSOURCES	1 462 222,9	1 587 270,0	8,6	103 258,4	130 748,4	26,6	1 565 481,3	1 718 018,4	9,7
1. Les Principales Ressources	1 003 870,5	1 161 996,0	15,8	18 303,6	50 593,7	176,4	1 022 174,1	1 212 589,7	18,6
. Clientèle	895 268,6	948 794,5	6,0	16 303,6	46 362,8	184,4	911 572,2	995 157,3	9,2
. B.R.B.	10 000,0	72 219,0	0,0	2 000,0	-	-100,0	12 000,0	72 219,0	501,8
. Banques & Etablissements Financiers	98 601,9	140 982,5	43,0	-	4 230,9	0,0	98 601,9	145 213,4	47,3
dont : Résidents	-	72 693,0	0,0	-	4 230,9	0,0	-	76 923,9	-
2. Autres	458352,4	425274,0	-7,2	84954,8	80154,7	-5,7	543307,2	505428,7	-7,0
III. Résultat Cumulé :	2620,0	12259,0	367,9	-52,8	630,6	-1294,3	2567,2	12889,6	402,1
. Résultat de l'exercice	9 802,1	11 390,4	16,2	-38,1	630,6	-1 755,1	9 764,0	12 021,0	23,1
. Dotations complémentaires	433,2	2 068,1	377,4	14,7	0,0	0,0	447,9	2 068,1	361,7
. Résultat net de l'exercice	9 368,9	9 322,3	-0,5	-52,8	630,6	0,0	9 316,1	9 952,9	6,8
. Résultat des exercices précédents	-6 748,9	2 936,7	143,5	0,0	0,0	0,0	-6 748,9	2 936,7	143,5
IV. INDICATEURS DU SOLIDITE FINANCIERE									
. Fonds propres de base (en MBIF)	186 432,8	198 788,4	6,6	21 969,6	23 990,9	9,2	208 402,4	222 779,3	6,9
. Fonds propres (en MBIF)	210 343,0	224 105,9	6,5	29 056,3	35 825,6	23,3	239 399,3	259 931,5	8,6
. Ratio de solvabilité de base (norme 10%)	17,4	20,5	17,8	22,4	21,5	-4,0	18,3	20,6	
. Ratio de solvabilité globale (norme 12%)	19,6	23,1	17,9	29,6	32,2	8,8	21,1	24,0	
. Ratio de levier (norme 7%)	0,0	14,2	0,0	0,0	20,1	0,0	0,0	14,7	
. Coefficient de liquidité en BIF (norme 20%)	32,0	41,6	30,0	0,0	0,0	0,0	32,0	41,6	
. Coefficient de liquidité en devises (norme 20%)	101,5	113,7	12,0	0,0	0,0	0,0	101,5	113,7	
. Rapport entre R.S et E.I. (norme 60%)	132,3	121,0	-8,5	264,6	264,5	0,0	154,6	141,1	
. Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	47,1	45,0	-4,5	85,7	58,3	-32,0	54,4	46,1	
. Total titres trésor/Total actifs bruts (en %)	10,5	20,1	91,4	0,0	0,0	-	9,8	18,6	
. Taux de détérioration des crédits (en %)	11,3	19,3	70,8	8,8	11,6	31,8	11,1	18,4	
. Taux de provisionnement (en %)	83,7	80,1	-4,3	77,0	71,2	-7,5	83,1	79,5	
. Grands risques/Total crédits bruts (en %)	17,0	18,1	6,5	8,8	8,6	-2,3	21,1	17,0	
. Dix gros dépôts/Total dépôts	-	28,9	-	-	21,6	-	-	28,6	
. Taux de rendement des fonds propres (*)	5,7	6,1	7,0	-	-	-	5,7	6,1	
. Taux de rendement des actifs (*)	0,8	1,0	25,0	-	-	-	0,8	1,0	
(*) les banques commerciales uniquement									

ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2011	2012	2013	2014	2015
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en p.c.)	4,0	4,4	4,9	4,5	-3,9
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	9,6	18,2	7,9	4,4	5,6
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollars)	124,0	134,7	94,0	131,8	120,1
Importations, CAF (en millions de dollars)	755,6	751,5	811,0	768,7	716,4
Volume des exportations (en tonnes)	47 476	52 300	57 207	79 580	85 499
Volume des importations (en tonnes)	681 790	705 348	809 077	798 246	629 916
Solde du compte courant (en millions de dollars)	-262,7	-255,1	-250,2	-384,5	nd
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 261,1	1 442,5	1 555,1	1 546,7	1 571,9
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1 361,5	1 546,1	1 542,0	1 553,1	1 617,1
Réserves de change brutes (en millions de USD, en fin de période)	295,6	312,9	321,2	317,3	136,4
Réserves de change brutes (en mois d'importations de l'année suivante)	4,0	4,0	4,2	4,2	2,3
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-76 150,1
Crédit intérieur (en MBIF)	798 719,2	920 086,1	972 302,3	1 135 873,8	1 407 295,1
Créances nettes sur l'Etat	232 248,9	277 057,5	274 749,0	384 697,0	688 547,5
Créances sur l'économie	566 470,3	643 028,6	697 553,3	751 176,8	718 747,6
Masse monétaire (M3)	725 532,4	856 091,2	939 527,9	1 045 336,7	1 061 555,6
Masse monétaire (M2)	636 400,0	708 053,0	801 728,3	880 206,6	924 036,3
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,5	4,8	4,9	5,1	4,9
Base monétaire (Taux de croissance)	0,7	16,1	23,6	15,8	-8,6
Taux d' intérêt d'apport de liquidité (en p.c.)	13,3	-	-	-	3,4
Taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal (en p.c.)	14,3	13,8	12,5	8,0	9,8
Taux d'intérêt moyens créditeurs des banques commerciales (fin de pér	7,6	8,8	9,0	8,8	8,7
Taux d'intérêt moyens débiteurs des banques commerciales (fin de péri	15,3	15,7	16,2	16,7	16,9
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en p.c. du PIB)	24,1	21,0	22,1	19,9	16,5
Dépenses (en p.c. du PIB)	27,3	24,6	25,0	24,0	22,4
Solde primaire (en p.c. du PIB, base droits constatés)	-1,7	-0,3	-3,7	-4,9	-6,8
Solde budgétaire global (en p.c. du PIB, base droits constatés)					
- dons exclus	-10,4	-8,2	-10,1	-9,0	-9,1
- dons inclus	-3,2	-3,6	-2,9	-4,1	-5,9
Dettes intérieure (en MBIF)	513 482,5	539 600	597 962	727 264,4	1 069 551,8
Dettes extérieure (en MUS\$D, en fin de période)	356,3	393	413	429,6	420
Ratio du service de la dette extérieure (en p.c. des exportations)	2,5	3,4	3,5	4,1	5,8
Dettes extérieure publique (en p.c. du PIB)	17,0	17,4	16,1	14,9	15,2
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	2819.5.6	3 365,8	3 812,5	4 408,4	4 455,5